

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 30 septembre 2022.

J'ai failli me faire piéger par plusieurs articles dont le contenu me semblait tendancieux. Après réflexion dans le doute, j'ai préféré ne pas y faire référence. Cela concerne tous les blogs où je récupère des infos, hormis le Réseau Voltaire qui dans le passé, c'était fait piéger aussi avant de rectifier. On doit redoubler de vigilance en temps de guerre.

Plus que jamais.

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Hommage à Jean-Luc Godard.

J-C – Il était contesté ou détesté par ceux qui préfèrent obéir que réfléchir. C'est un fait qu'il s'adressait plus à la conscience des hommes ou à leur inconscience plutôt qu'à leurs émotions. Dans un entretien il dira que « *tout est fait de rapports* » et que c'est ce qu'il a essayé de mettre en images, à sa façon se fut un dialecticien. Laissons-lui la parole.

Jean-Luc Godard en 2014 (?) : Claude Lefort disait : "*Les démocraties modernes en faisant de la politique un domaine de la pensée séparé, prédisposent au totalitarisme.*" Eh bien voilà, on est dans une phase de l'humanité relativement totalitaire à cause de la langue qui n'est pas le langage. Entendez par là, qu'elle est très souvent étrangère à la réalité ou coupée d'elle...

Mais aussi : « *Etre propriétaire de ses idées ce n'est pas très intéressant, puisque les idées c'est plutôt intéressant à partager.* » On ne lui fait pas dire. Ceux qui poléminent à l'infini comme des chiffonniers et qui tiennent absolument à avoir toujours raison, pensent manifestement le contraire. On a plutôt l'impression que leurs idées leur appartiennent, du coup, même lorsqu'ils s'aperçoivent qu'ils sont dans l'erreur, ils s'y accrochent et refusent d'en changer par crainte de perdre quelque chose, quoi, certainement pas leur indépendance ou leur esprit critique, puisqu'ils démontrent qu'ils n'en ont pas.

"*Aucune cérémonie officielle n'aura lieu. Il sera incinéré*", a succinctement expliqué le communiqué signé par sa femme Anne-Marie Miéville et ses producteurs.

Les obsèques de Jean-Luc Godard se feront dans la plus stricte intimité, a priori sans hommage national ou politique. Conséquemment, la famille n'a annoncé ni date ni lieu...

«*Le corps était fatigué. Il ne suivait plus*», a expliqué un proche. «*Il ne pouvait plus vivre normalement en raison de diverses pathologies. Et je pense que pour un homme qui était aussi indépendant, aussi intègre, c'était une entrave majeure de ne pouvoir disposer de ses moyens physiques comme tout un chacun.*»

Jean-Luc Godard, décédé mardi 13 septembre à 91 ans à Rolle (VD), filme avec la volonté de capter l'instant. Il met sa caméra au service «*des nuances et des sous-entendus, bref, des comparaisons inattendues qui déclenchent une véritable réflexion*»

Le secret du Godard de la Nouvelle vague est là. Il filme des tempéraments. Il raconte plus qu'il ne met en scène. Les codes du cinéma ont été dynamités. La folie est gravée sur la pellicule.

Il ne croit pas aux scénarios léchés, retravaillés, ficelés au point d'être ligotés. Ce Suisse de parents français veut filmer la réalité au plus près parce qu'elle contient tous les ingrédients de la fiction.

Belmondo-Godard. «*Tout le film a été tourné d'une manière très libre, racontait l'acteur à propos de 'A bout de souffle'. On arrivait le matin vers 9 heures ou 10 heures. On allait prendre notre café-crème avec Jean au café du coin et dans l'arrière-salle, Jean-Luc écrivait le dialogue. Quand c'était prêt, il nous lisait d'abord la scène une fois.* » Frénésie de l'immédiateté. «*On disait aussi des phrases à nous si ses dialogues ne nous plaisaient pas. Il faisait partir la caméra* », poursuivait Belmondo.

C'est là que la dynamite explose. Rien n'est prévu. L'instant domine. Trois ans plus tard, le réalisateur suisse tourne «*Le mépris*», son film célèbre avec Michel Piccoli et Brigitte Bardot. L'acteur français lâche cette phrase: «*J'ai remarqué que plus on est envahi par le doute, plus on s'attache à une fausse lucidité d'esprit avec l'espoir d'éclaircir par le raisonnement ce que le sentiment a rendu trouble et obscur.* » Des mots qui, rétrospectivement, racontent aussi le cinéma d'un certain... Jean-Luc Godard. www.blick.ch 13 septembre 2022

Jean-Luc Godard, Daring Director Who Shaped the French New Wave, Dies at 91

<https://www.youtube.com/watch?v=A1oVu4zDPvo>

Jean-Luc Godard (1930-2022)

<https://www.youtube.com/watch?v=8alj5nBf4>

2000-2022 les années de toutes les coïncidences... ou de tous les virus ! La cible, viande et laitage, cela vous dit quelque chose ?

J-C - A moins que ? Il y a environ 200 millions de vaches en Inde, on nous dit que 2 millions sont malades, cela représente 1% du cheptel, que dal en somme ! Oui mais l'effet d'annonce est là pour perpétuer indéfiniment la psychose collective en occident, car ici en Inde elle n'existe pas, capito ?

Rien ne dit non plus, qu'ils n'auraient pas décidé de faire crever nos vaches, ils sont bien capables de plastiquer un gazoduc ou de déclencher une guerre mondiale !

Inde: des dizaines de milliers de vaches et de buffles meurent à cause d'une maladie virale - BFMTV 1 octobre 2022

Des bovins qui meurent par milliers. En Inde, de nombreux agriculteurs voient leurs vaches et buffles tomber comme des mouches à cause d'une maladie virale. Selon Associated Press, déjà 100.000 vaches sont mortes et 2 millions sont malades.

Cette maladie, la dermatose nodulaire, se transmet via les insectes, les moustiques ou les tiques, qui sucent le sang des mammifères. Les vaches infectées ont alors de la fièvre et se retrouvent avec des kystes sous la peau.

La maladie provoque aussi une baisse de la production de lait, des problèmes de naissance, et amaigrit fortement les animaux. Les premiers cas ont été détectés en Asie en 2019, avant de se propager en Inde, mais aussi en Népal et en Chine.

Le virus est désormais présent dans 15 États de l'Inde. Le Rajasthan occidental est le plus touché par l'épidémie où 60.000 bovins sont décédés et 1,4 million sont infectés. Dans le pays, le nombre de décès a presque doublé depuis trois semaines, selon l'agence de presse Trust of India.

"La maladie est contagieuse. Il se déplace maintenant de l'ouest vers l'est", a averti Narendra Mohan Singh, directeur du département de l'élevage de l'État du Rajasthan. BFMTV 1 octobre 2022

Mes commentaires publiés par le blog Réseau International.

1- Avertissement. Sémantique orientée. Que craignent-ils ?

- les conditions se détériorent CONTRE les conditions s'améliorent
- le pire CONTRE le meilleur
- risque (X3) CONTRE chance
- perturbateurs CONTRE sauveteurs
- troubles civils (X7) CONTRE révolution sociale

2- On pourrait se demander pourquoi les régimes féodaux et archaïques, ceux parmi les pays les plus pauvres ou sous-développés, ou encore les plus antidémocratiques ou despotiques, impérialistes, belliqueux ou guerriers, ont-ils tant besoin de la religion pour gouverner ou ils s'en servent comme caution morale pour justifier tous leurs méfaits. C'est à croire en dernière analyse, que c'est là que se tiendrait cachée l'origine secrète de leur légitimité que personne n'osera contester, dès lors que la religion n'a pas d'existence en dehors de celle que les hommes ignorants veulent bien lui attribuer.

Il n'y a rien de plus incongrue ou paradoxale que la religion à notre époque, dans la mesure où chacun est à même de constater quotidiennement par soi-même, que sa condition matérielle dépend de facteurs sociaux aussi palpables que le fait par exemple, qu'on ne peut pas survivre si on ne travaille pas ou si on ne dispose pas d'un revenu décent ou éventuellement profiter du travail d'autrui pour ce qui concernent les rentiers.

Les croyants pratiquants, d'après ce que j'observe autour de moi (dont ma compagne), il s'agit de pauvres évidemment, sont malheureux du sort que les hommes leur ont réservé, du coup il trouvent dans la religion le bonheur que les hommes leur ont refusé, c'est de cette manière ou confusément que s'exprime leur conscience de classe ou plutôt leur absence de conscience de classe qu'instrumentalisent les classes supérieures qui elles disposent d'une conscience de classe, pour les maintenir dans l'ignorance et continuer de les exploiter et de les opprimer.

3 - Toutes leurs conneries, féminisme, écologie, mariage des homos, GPA-PMA, LGBT, Charlie, et tout le reste, les prolos s'en contrefoutent, pour eux c'est un luxe de nantis et ils ont raison.

Ils pleurent sur le sort réservé aux migrants, alors qu'ils soutiennent les pro-impérialistes colonisateurs qui en portent la responsabilité. Si un prolo leur dit qu'il s'en fout, ils vont le traiter de dégueulasse, de sale raciste ou xénophobe, ce qui est injuste puisqu'ils font mille fois pire !

Ces salopards estiment normal à l'instar de Macron, qui a sorti récemment qu'il fallait intégrer plus rapidement les migrants, donc leur trouver un logement et un travail plus vite. Comment doit prendre cela le prolo qui attend un logement depuis des années et qui est au chômage depuis 1 ou 2 ans ? Ce sont ces ordures qui le pousse à en faire des boucs émissaires, avec l'extrême droite en embuscade, le SAV de Renaissance, EELV, PS, LFI ou Nupes si vous préférez.

Est-ce que je vais garder mon boulot ou en trouver, comment on va faire pour payer cette facture, sur quoi rogner encore pour finir le mois, etc. C'était mon milieu autrefois en France, c'est celui en Inde de tous les gens que je connais sans exception. Parlez-leur du village qui est dégueulasse, une décharge, ils s'en foutent, des hordes de chiens qui hurlent la nuit, ils s'en tapent, de la route qui mène au village et qui est complètement défoncée, même topo et ainsi de suite. Parlez-leur du prix de l'essence, de l'huile, du gaz, de l'électricité, etc. comment on peut les économiser, voilà qui leur cause. Quels remèdes naturels gratuits pour se soigner, comment éviter de dépenser du fric inutilement, quelques trucs pour se faciliter la vie, voilà qui les branche.

EELV, le PS et leurs satellites n'appartiennent pas au même monde que nous, en plus ils figurent de l'autre côté de la barricade pour faire bref !

4- THE JERUSALEM POST'S 50 Most Influential Jews of 2022

<https://www.jpost.com/50-most-influential-jews-2022>

1- Volodymyr Zelensky - Ukraine's champion

2- Yair Lapid - Israel's prime minister

3- Elisabeth Borne - France's premier

5 - N'avoir ne serait-ce qu'un soupçon de doute n'est pas permis, c'est déjà se compromettre gravement. En France on a déjà un président d'extrême droite, l'étiquette ou le drapeau en moins, édulcoré extrême-centre, mais apparemment il y en a qui n'ont toujours pas compris ce que cela impliquait, après ce qu'ils ont vécu depuis mars 2020. C'est cela le plus inquiétant.

- *L'Italie est le premier grand pays européen à afficher un rejet aussi clair de l'idéologie mondialiste pour choisir son nouveau gouvernement.*

Ca c'est du libertarianisme ou libertarisme pur jus !

Giorgia Meloni a été recruté par l'Aspen Institute en février 2021.

Aspen Institute.

Mouvement : Atlantisme

Siège : Washington

Pays : États-Unis

Sponsors.

Carnegie Corporation of New York, Rockefeller Brothers Fund, fondation Bill-et-Melinda-Gates, Lumina Foundation (en), Fondation Ford (Source : Wikipédia)

Lu.

France.

- L'équilibre financier du système de retraite n'est pas menacé : plus de 30 milliards de fonds de réserve, plus de 116 milliard dans les caisses des complémentaires et un apport annuel de « 24 milliards d'euros » par la Caisse d'amortissement de la dette sociale.

Ils ont soutenu les barbares de Daesh qui tranchaient en public des mains, des bras, des têtes et les exposaient comme des trophées de guerre. Ils ont semé la terreur et la désolation en bombardant des pays qui ne leur avaient pas déclaré la guerre (Contrairement à l'Otan contre la Russie au passage). Qui a oublié ? Personne. Ils ont montré l'exemple. Généralement tout ce qu'ils imputent au peuple vient d'en haut, de ceux qui détiennent le pouvoir, il les imite.

Insécurité: David Lisnard pointe un "*échec national*" et évoque la "*décivilisation*" des plus jeunes - BFMTV 28 septembre 2022

Sur RT j'ai visionné quelques très courtes vidéos des manifs qui ont eu lieu en France le 29 septembre, on aurait cru des processions funèbres...

<https://francais.rt.com/france/101336-salaires-inflation-retraites-journee-mobilisation-tout-hexagone>

Lu dans un article du Point. Des millions ne mangent pas à leur faim ou correctement en France.

- Alors que le budget moyen consacré aux achats alimentaires est de 407 euros par mois en France, près d'un consommateur sur quatre dépense moins de 200 euros. lepoint.fr 29 septembre 2022

J-C - Ils n'ont pas précisé pour combien de personnes. On peut donc en déduire qu'un quart de la population ne mange pas à sa faim ou est en état de sous-alimentation, se nourrit comme elle peut pour satisfaire sa faim en ayant de préférence une alimentation déséquilibrée nuisible à sa santé, et par conséquent elle est obligée de réaliser des économies sur l'alimentation pour honorer ses

charges incompressibles (loyer, électricité, gaz, essence, eau, téléphone, Internet, assurance, etc.) et ne pas se retrouver exclue de la société ou clochardisée...

Ceci explique cela.

- Réformer le marché de l'électricité, voilà le souhait d'Emmanuel Macron mais aussi celui d'Ursula Von der Leyen, présidente de la Commission européenne, qui l'a formulé dans un discours début juin 2022. C'était une demande de la France au sein des 27 Etats membres. LePoint.fr

Fake news ou propagande de guerre

- L'Europe traverse actuellement une crise énergétique, conséquence directe de la guerre en Ukraine. AFP.

Un internaute : En réalité, c'est l'UE vassale de Washington, qui a décidé de ne plus acheter du gaz à la Russie, et qui par conséquent a déclenché une crise énergétique.

Ce sabotage ne permet plus à la Russie de faire pression sur l'U.E. en ouvrant ou en fermant les vannes des pipelines de gaz.

Ce qui est tout bénéfique pour les USA car les pays de l'U.E deviennent de facto dépendants des US sur tous les plans. Les pays de l'U.E ne pourront plus se libérer de la tutelle US

Un autre internaute : Pour être clair, afin que je sois compris par tous, un gazoduc qui pouvait être fermé et rouvert constituait pour la Russie un moyen de pression qui lui donnait un certain pouvoir de négociation. Un gazoduc détruit ne donne aucun moyen de pression à la Russie. C'est vraiment élémentaire. On ne peut pas faire abstraction de cela.

Allemagne.

- Des milliers de personnes à Gera en Allemagne contre la politique d'Olaf Scholz et l'explosion des prix de l'énergie et du gaz. Ils exigent la fin des sanctions contre la Russie et la réouverture du gazoduc Nord Stream 2. Des manifestations également dans d'autres villes allemandes, mais les médias de l'UE les censurent.

Un jour après les manifestations, les pipelines ont été sabotés.

Iran.

- La leader des protestations Masih Alinejad n'est autre qu'une fonctionnaire américaine qui travaille à l'US Agency for Global Media.

Féministe et prostituée.

Léna Situations en string et fesses apparentes, Thylane Blondeau divine en body transparent pour Etam - Purepeople

MMA : La combattante Helen Peralta arrive seins nus à la pesée pour protester contre Disney (VIDÉO) - Programme TV 29 septembre

Son fiancé l'abandonne le jour du mariage, elle décide de se marier seule - Yahoo

Béregère Krief a annulé son mariage : "Au fond de moi je n'avais pas envie" - Yahoo

Monica Bellucci : 58 ans et prête à vieillir seule... Elle parle d'amour : « Ce que j'attends d'un homme a changé, je sais très bien vivre avec moi-même » - femina.fr

J-C – D'après vous, servent-elles les intérêts des femmes ou l'inverse ? Ils les rendent détestables et c'est voulu, voilà à quoi servent ces connasses.

Théorie du genre et business du désarroi personnel et sociétal par le Dr Nicole Delépine.

Il est désormais de notoriété médiatique que considérer qu'un homme est un homme et une femme est une femme est conservateur. Et comme a expliqué A. Buzyn : « *un oncle peut être la mère...* ». D'ailleurs, regardez les cartes d'identité instituées par l'UE avec un être humain d'un nouveau genre si l'on peut dire sans humour déplacé. Quant aux Polonais, Hongrois ou Russes, puisqu'ils ne cautionnent pas cette théorie, ils ont déjà subi la même qualification de réactionnaire dans nos médias.

<https://reseauinternational.net/theorie-du-genre-et-business-du-desarroi-personnel-et-societal/>

Quand la chair à canon ukrainienne ne leur suffit pas.

Le Sénat publie un rapport accablant sur l'industrie de la pornographie - lejdd.fr 28 septembre 2022

Depuis l'apparition, au milieu des années 2000, de grandes plateformes de streaming sur Internet, la diffusion de contenus pornographiques est devenue massive, ce qui a « *contribué à la recrudescence de contenus de plus en plus 'trash' et violents, sans aucun contrôle ni considération pour les conditions dans lesquelles ces contenus sont produits* », dénoncent les autrices. « *Les producteurs ne craignent pas d'exploiter la vulnérabilité économique et psychologique de femmes jeunes, voire très jeunes, et de réaliser des tournages dans des conditions déplorables* », ajoutent-elles.

« *Violences systémiques* », « *femmes exploitées* », mineurs « *exposés à des contenus traumatisants* », le gouvernement doit mener la charge contre les dérives de l'industrie du pornographie pour en faire une « *priorité de politique publique et pénale* », estiment les sénatrices.

Face à des productions « *qui atteignent le paroxysme de la violence* », la société doit réagir en renforçant la répression pénale contre les responsables de cette industrie, en « *favorisant*

l'émergence de plaintes des victimes », et en imposant aux plateformes de supprimer gratuitement les vidéos lorsque les femmes en font la demande, préconisent les élues. Actuellement, lorsqu'une femme abusée demande la suppression d'une vidéo dans laquelle elle apparaît, les producteurs lui réclameraient entre 3 000 et 5 000 euros, « *soit dix fois plus que la rémunération obtenue pour la scène tournée* », pointe le rapport.

Les sénatrices formulent plusieurs propositions pour empêcher les mineurs d'accéder aux contenus pornographiques sur Internet. Les autrices souhaitent ainsi un renforcement des pouvoirs de l'Arcom (ex-CSA) pour imposer des amendes « *dissuasives* » aux sites pornographiques accessibles aux mineurs, et le gouvernement doit imposer le « *développement de dispositifs de vérification d'âge* » et « *mener une campagne de communication autour des dispositifs de contrôle parental* ».

Alors que deux tiers des jeunes de moins 15 ans ont déjà eu accès à des images pornographiques, la lutte doit aussi passer par l'éducation, estiment les parlementaires, pour qui la « *marchandisation des corps* » et la pornographie devraient être abordées dans les établissements scolaires, dans le cadre de séances d'éducation à la vie sexuelle et affective.

Ils en sont là ! Vous n'avez pas envie de leur pisser dessus ? Lui, il a finalement chié dans son froc, il ne vaut pas mieux ! Trop propre sur eux pour être honnête.

"Vous n'allez pas faire pipi dans votre culotte" : l'attaque sexiste de l'adjoint au maire de Metz contre une élue de l'opposition - BFMTV 30 septembre 2022

Une remarque particulièrement sexiste en plein conseil municipal à Metz. "Vous n'allez quand même pas faire pipi dans votre culotte devant tout le monde-là", a déclaré Khalifé Khalifé, premier adjoint au maire. La personne visée : Charlotte Picard, une élue d'opposition. Cette dernière a réagi immédiatement : **(J'aurais ajouté : vous n'allez pas nous chier une pendule ! – J-C)**

"Monsieur le premier adjoint votre réflexion est totalement irrespectueuse."

"Ah bon ?", lui répond Khalifé Khalifé comme si de rien n'était. D'autres voix se font entendre : "Auriez-vous dit la même chose à un homme ?" Charlotte Picard prend de nouveau la parole. "Je pense qu'il n'y a pas besoin de parler de mon corps et de mon urologie au sein du Conseil municipal, Monsieur le premier adjoint", dit la socialiste. **(Elle ne se sent plus pisser ! – J-C)**

Réponse de l'intéressé dans la foulée : "Je parle de votre comportement [...] je vous ai écoutée sans moufeter alors que je n'étais pas d'accord, mais là vous êtes en face de moi et j'ai vu directement votre comportement".

Charlotte Picard lui demande ensuite des excuses pour "l'expression [qu'il a] utilisée". "Vous m'excusez mais elle tombait tellement bien", rétorque Khalifé Khalifé avant de finalement s'excuser.

"Rappeler une conseillère municipale sur le fait qu'elle ferait pipi dans sa culotte c'est infantilisant et rabaisant", déclare ensuite Marine Veronneau, membre du même groupe municipal que Charlotte Picard. **(Leur comportement envers la population durant les 2 dernières années n'aurait-elle pas été infantilisante et rabaisante ou pire encore criminelle ? – J-C)**

Et de poursuivre : "Vous devez présenter vos excuses. On vous l'a demandé et vous avez le culot de renchérir sur le fait [que votre expression] est tombée à point nommé".

"*Je suis terriblement choquée*", insiste l'élue.

"*Ah écoutez, ça se soigne Madame Veronneau*", répond Khalifé Khalifé, indiquant qu'il a déjà présenté ses excuses. La goutte d'eau fait déborder le vase.

L'opposition de gauche revient finalement dans la salle. Et le premier adjoint consent à s'excuser de nouveau pour apaiser les tensions.

"*Je suis désolé, madame Picard, si mes paroles vous ont offensée. Ce n'était ni pour vous rabaisser, encore moins pour vos insulter. Je vous renouvelle mes excuses*", consent le premier adjoint.
BFMTV 30 septembre 2022

J-C - Jusqu'à récemment encore, chacun avait le loisir avec une certaine légèreté ou insouciance de se moquer d'autrui, de critiquer ou médire sur son voisin, tout le monde ou la terre entière sans pour autant être cloué au pilori, sans s'exposer à un lynchage public, faire l'objet de poursuites judiciaires, d'une plainte en diffamation, d'une condamnation ou risquer d'être sévèrement réprimé pour finalement des paroles, qui certes pouvaient s'avérer blessantes ou injustes, mais toutefois relativement insignifiantes, dont la portée demeurait circonscrite ou ne portait pas à conséquence. L'intention de nuire à une personne en particulier ou à une communauté était jugé mineur ou sans conséquence, chacun admettant implicitement que les mots pouvaient dépasser la pensée de celui qui les avaient prononcés, et qu'une certaine tolérance devait être de mise pour ne pas transformer la société toute entière en un immense champ de bataille, du fait que même si des paroles pouvaient avoir un caractère diffamatoire, elles dénotaient surtout une personnalité plutôt rustre, stupide, bref, elles n'étaient pas à l'avantage de son auteur, et c'était suffisant pour en rester là.

Toutes les interprétations ou tous les niveaux de conscience se côtoyaient, ils étaient tolérés, or ce n'est plus le cas. Dorénavant, la totalité de la population est priée d'adopter l'interprétation que le législateur a retenue, de se hisser à son niveau de conscience, ses vœux sont des ordres ! On a donc glissé dans une société de type policière, totalitaire, où le seul fait de dévier de la pensée unique est considéré comme un délit méritant un châtement qui peut aller jusqu'à l'emprisonnement ou l'excommunication qui équivaut à un bannissement définitif comme au temps de l'Inquisition, du fascisme ou du nazisme.

Vous êtes littéralement traité comme un pestiféré, un vaurien, un criminel de droit commun, dont la seule faute aura été de croire qu'il était possible de s'exprimer librement, sans se soucier de l'évolution de la crise du capitalisme et de quelle manière elle allait contribuer à modifier les rapports entre les classes, ainsi que l'Etat bonapartiste, tenté de recourir de plus en plus souvent à des méthodes dignes du fascisme pour appliquer le programme de l'oligarchie financière.

La rédaction d'Informations ouvrières (IO). (n°724) (POI)

Réaction à l'affaire Adrien Quatennens.

IO- Prendre un fait, aussi condamnable soit-il, le grossir autant que de besoin, l'amalgamer avec des possibles que rien ne confirme, à partir de cela encamisoler dans une catégorie... cela porte un nom : procès d'intention, procès en sorcellerie, inquisition.

J-C - Vous dites "*un fait, aussi condamnable soit-il*", donc vous vous permettez de le juger, c'est bien cela n'est-ce pas ? Dès lors qu'est-ce qui interdirait à n'importe qui d'en faire autant ? Ah vous n'y aviez pas pensé, une fois de plus ou de trop, hélas !

Vous avez mis le doigt dans un engrenage infernal destiné à terme à broyer ses victimes en recourant à des moyens déloyaux de nature autoritaire ou relevant d'un abus de pouvoir caractérisé.

Et vous vous étonnez de la tournure que cela prend ? Pire, vous en êtes effrayés, du coup vous ne savez plus à quel sauveur suprême vous en remettre. Bref, vous vous enfoncez un peu plus dans l'opportunisme, alors que vous aviez une occasion d'en sortir, dommage !

IO- François Mitterrand, très apprécié de la LFI et aussi dans la Nupes (dont fait partie le POI - J-C), avait déclaré à propos d'une campagne ciblant un de ses compagnons et ministre : « *On a jeté cet homme aux chiens* ».

J-C - Mitterrand avait fait allusion au suicide ou assassinat (?) le 1er mai 1993 de l'ancien premier ministre Pierre Bérégovoy.

C'est vrai qu'avec une telle référence, il va être bien défendu Adrien Quatennens ! Pour un peu il pourrait finir comme Pierre Bérégovoy, ce qu'on ne lui souhaite pas, et si cela se produisait, gageons que tous ceux qui l'ont vaillamment soutenu en lui appuyant sur la tête trouverons comme Mitterrand des boucs émissaires sur lesquels se défausser, pour qu'on ne leur attribue aucune responsabilité dans cette fin tragique. Ils sont à vomir décidément.

Ces gens-là ne sont responsables de rien, la preuve. Mais alors à quoi servent-ils, pour qui roulent-ils ? La réponse.

IO- Questions à Jérôme Legavre, député (ex-enseignant - J-C) LFI-Nupes de Seine-Saint-Denis, militant du POI.

D'accord, mais on pourrait te faire cette objection : il y a quand même un agresseur et un agressé.

Factuellement, c'est Poutine qui a ordonné à son armée, à ses tanks de franchir la frontière ukrainienne. C'est un fait. Et évidemment, c'est inacceptable. (...)

Dès qu'on s'interroge, dès qu'on met en cause, par exemple le rôle pourtant majeur de l'Otan, dès qu'on met en cause les livraisons d'armes en quantités toujours plus importantes au régime de Zelensky, immédiatement la sanction tombe : on est accusé d'être pro-Poutine. Fin du débat. (...)

Quand on dénonçait l'intervention franco-britannique en Libye, on était suspecté de complaisance pour le régime de Kadhafi. Je ne suis pas d'accord, pas d'accord du tout

J-C - Pour eux tous les régimes arabes laïcs au Moyen-Orient et les barbares issus d'al-Qaïda fabriqués et armés par les Américains et les Britanniques notamment se valaient. C'est une constante au POI. Si vous n'en êtes pas convaincus, ils vous répondront que vous êtes de mauvaise foi. En réalité, ils pratiquent la même méthode de dissuasion que les sectes ou les régimes autoritaires. Vous comprenez pourquoi j'ai totalement rompu avec ce courant politique.

Maintenant, ouvrez vos yeux, voyez par vous-même, entre le régime qui existait en Lybie à l'époque de Kadhafi, qui était réputé comme le plus ou parmi les plus sociaux ou progressistes au

monde, y compris à ses heures perdues par l'ONU, je ne plaisante pas, et le régime actuel où les conditions d'existence des Libyens a régressé de 50 ans. Bref, était-ce du pareil au même, ces deux régimes devraient-ils être caractérisés de la même manière ? Les faits prouvent suffisamment le contraire, sauf pour le POI apparemment, ils s'en foutent de ce vit le peuple libyen.

Ils croyaient qu'en refusant de caractériser tel ou tel régime ou parti politique, personne ne pourrait les accuser de quoi que ce soit, au passage, quel courage ! Tout le monde serait dupe de leur double jeu. Ils ne soutiennent ni l'OTAN ni Poutine par exemple, ils les renvoient dos-à-dos, ce sont de courageux internationalistes, la preuve au bout de 8 ans de guerre du régime néonazi de Kiev ou de l'OTAN contre la population russophone de l'est de l'Ukraine, et entre 13 et 20.000 civils morts, ils commettent l'exploit de continuer de l'ignorer, mais là pas pour imputer cette guerre à l'OTAN mais bizarrement à la Russie.

Dans le même registre ils ont un autre coup à jouer : Ni les citoyens ou travailleurs russes ou ukrainiens n'ont intérêt à cette guerre. Qui a priori serait favorable à une telle guerre, aucun des habitants des deux pays évidemment. Et alors, où est le lézard ou l'embrouille ? C'est que des deux côtés l'enjeu n'est pas du tout le même, bien qu'il présente des particularités communes, toujours est-il que la victoire ou la défaite de l'Ukraine ou de la Russie n'aurait pas du tout les mêmes répercussions à l'échelle mondiale, puisque l'Etat mafieux, corrompu, dégénéré et criminel de Kiev, vassal des Etats-Unis, pourrait continuer d'exister, tandis que la Fédération de Russie serait menacée de dislocation préfigurant celle à suivre de la Chine entraînant des bouleversements à l'échelle de l'économie mondiale, pendant que le gouvernement mondial du nouvel ordre mondial totalitaire tant souhaité par Davos se mettrait en place, ce dont on devrait vouloir éviter par n'importe quel moyen, y compris s'il le fallait soutenir la Russie contre l'OTAN flanquée de ses hordes de nazis, exactement comme Marx et Engels l'avait fait autrefois de façon ponctuelle et très circonscrite.

Au POI, ils ne pourraient pas adopter cette analyse et cette position, parce qu'en rejoignant le panier de crabes de la Nupes, ils ont perdu définitivement toute indépendance politique, ils sont morts pour notre cause.

IO- Si je te comprends bien, Poutine, Zelensky, même combat ?

Poutine est à la tête d'un régime qui défend, de manière exclusive, les intérêts d'une oligarchie mafieuse, prédatrice dont le moteur et la raison sociale sont le pillage, la liquidation de tous les droits, de toutes les conquêtes sociales. Zelenskyen Ukraine fait la même chose.

J-C - C'est exactement ce que je viens d'expliquer.

IO-Mais alors, on laisse faire ? On arrête les livraisons d'armes ?

(...)

Et d'abord, à qui livre-t-on des armes ? Je comprends totalement la rage, la hargne des Ukrainiens face à l'invasion de leur pays. L'Ukraine est une nation. Mais vous pensez sérieusement que Zelensky défend le peuple ukrainien ? Soyons sérieux ! Il est le représentant d'un système qui amasse des fortunes colossales sur la base du pillage et de la destruction de tous les droits.

IO- Et comment qualifierais-tu le régime de Zelensky ?

Chaque année, l'Organisation internationale du travail (OIT) fait un classement des différents pays en ce qui concerne le respect des droits des travailleurs.

J-C - Et il a poursuivi dans le même registre refusant de livrer une caractérisation politique du régime néonazi de Kiev, vous avouerez que c'est délibéré. Pas étonnant quand on a rejoint la Nupes !

IO- La prochaine session parlementaire va s'ouvrir dans quelques jours. Comment vois-tu les choses ?

La bagarre va être rude...

J-C - Ne vous faites pas trop mal quand même ! Passionnant, on lui fait confiance ! Je me demande si leurs électeurs avaient bien compris pour qui ils allaient voter.

Totalitarisme. Etat policier ? Dans l'actualité.

J-C - Il s'agissait de morceaux de carton dérisoire de 50cm x 30cm pour l'un d'entre eux que j'ai vu dans une vidéo, une menace à l'ordre public ou pour le tyran Macron ? Sous quel régime sommes-nous ?

Avant une visite de Macron à Pau, la police confisque des pancartes chez des particuliers - RT 30 septembre 2022

Des Palois avaient brandi des petites pancartes à leur balcon, s'inquiétant pour leur retraite et leur avenir. Les forces de l'ordre sont intervenues et ont interdit leur affichage, alors qu'Emmanuel Macron était attendu à proximité.

Un couple a témoigné auprès du journal : *«Les policiers ont menacé de défoncer la porte [...] Ils ont dit "si vous gueulez, on vous emmène".»*

Trois policiers auraient relevé l'identité du couple et seraient restés dans l'appartement, le temps qu'Emmanuel Macron fasse la visite du pôle culturel du quartier du Foirail, dans la ville dirigé par son allié politique François Bayrou.

L'intervention s'est déroulée «dans le cadre du périmètre de protection établi par arrêté préfectoral» se sont défendus la préfecture et le patron de la police départementale, ce dernier précisant auprès du quotidien pyrénéen : *«Ce n'est pas l'interdiction de manifester sur la voie publique qui a justifié l'intervention, mais la protection de la personnalité du chef de l'Etat. A partir du moment où on a des personnes, qui, depuis leur balcon, affichent des slogans revendicatifs, il fallait qu'on s'assure qu'elles n'ont pas de velléité de s'en prendre au chef de l'État, ou à la foule, aussi près du lieu de dépose du président.»* RT 30 septembre 2022

J-C - Faux prétexte, n'importe qui aurait pu lui balancer n'importe quoi sur son passage, non ?

Comment s'articule parlementarisme, bonapartisme et fascisme.

(Léon Trotsky - Œuvres - juillet 1934- Bonapartisme et fascisme -Pour une caractérisation de la situation actuelle en Europe - 15 juillet 1934)

- Un gouvernement qui s'élève au-dessus de la nation n'est pourtant pas suspendu dans le vide. L'axe véritable du gouvernement actuel passe par la police, la bureaucratie, la clique militaire. Nous avons affaire à une dictature militaro-policière à peine voilée sous le décor du parlementarisme. Mais un gouvernement du sabre en tant qu'arbitre de la nation - c'est précisément le bonapartisme.

Le sabre, en lui-même, n'a pas de programme indépendant. Il est l'instrument de « *l'ordre* ». On fait appel à lui pour conserver ce qui existe. S'élevant politiquement au-dessus des classes, le bonapartisme, comme son prédécesseur le césarisme, a toujours été et reste, du point de vue social, le gouvernement de la partie la plus forte et la plus solide des exploités. Par conséquent, le bonapartisme actuel ne peut être rien d'autre que le gouvernement du capital financier qui dirige, inspire et achète les sommets de la bureaucratie, de la police, de l'armée et de la presse. (...)

Le fascisme au pouvoir, comme le bonapartisme, ne peut être que le gouvernement du capital financier. Dans ce sens social, ils ne se distinguent pas, non seulement l'un de l'autre, mais l'un et l'autre de la démocratie parlementaire. Chaque fois, les stalinien font à nouveau cette découverte, oubliant que les questions sociales se résolvent dans le domaine de la politique. La puissance du capital financier ne réside pas dans sa capacité à établir, à son gré, n'importe quel gouvernement, n'importe quand : il ne possède pas cette force. Sa puissance réside dans le fait que tout gouvernement non prolétarien est obligé de servir le capital financier, ou plutôt que le capital financier a la possibilité de remplacer un système de domination en déclin par un autre qui corresponde mieux aux nouvelles conditions. Cependant, le passage d'un système à un autre signifie la crise politique, laquelle, avec le concours de l'activité du prolétariat révolutionnaire, peut se transformer en un danger social pour la bourgeoisie. Le passage du régime de démocratie parlementaire au bonapartisme a déjà été accompagné en France de flambées de guerre civile. La perspective du passage du bonapartisme au fascisme est grosse de troubles infiniment plus graves et, par conséquent également, de possibilités révolutionnaires. (...)

Le fascisme constitue un moyen spécifique de mobiliser et d'organiser la petite bourgeoisie dans les sens des intérêts sociaux du capital financier. En régime démocratique, le capital financier – c'était inévitable – s'est efforcé d'inoculer aux ouvriers la confiance dans la petite bourgeoisie pacifiste et réformiste. Le passage au fascisme, au contraire, est inconcevable sans que la petite bourgeoisie ait été préalablement pénétrée de haine contre le prolétariat. La domination de la seule et même super-classe, le capital financier, repose, dans ces deux systèmes, sur des rapports directement inverses entre les classes opprimées.

La mobilisation politique de la petite bourgeoisie contre le prolétariat est cependant inconcevable sans cette démagogie sociale qui, pour la grande bourgeoisie, signifie jouer avec le feu. (...)

Ce qui vient d'être dit démontre suffisamment l'importance qu'il y a à distinguer la forme bonapartiste du pouvoir de la forme fasciste. Il serait pourtant impardonnable de tomber dans l'excès inverse, c'est-à-dire de faire du bonapartisme et du fascisme deux catégories logiquement incompatibles. Tout comme le bonapartisme commence par une combinaison du régime parlementaire et du fascisme, de même, le fascisme triomphant se voit contraint non seulement de faire alliance avec les bonapartistes, mais plus encore de se rapprocher dans sa structure interne du système bonapartiste. La domination prolongée du capital financier au moyen de la démagogie sociale réactionnaire et de la terreur petite-bourgeoise est impossible. Arrivés au pouvoir, les chefs fascistes sont forcés de réfréner, au moyen de l'appareil d'Etat, les masses qui les ont suivis. Ils perdent du coup le soutien de larges couches de la petite bourgeoisie. Une petite partie d'entre elles est assimilée par l'appareil bureaucratique. Une autre tombe dans l'indifférence. Une troisième, sous des bannières différentes, passe dans l'opposition. Mais, dans le même temps qu'il perd sa base

sociale de masse, le fascisme, en prenant appui sur l'appareil bureaucratique et en louvoyant entre les classes, dégénère en bonapartisme. Là aussi, l'évolution graduelle est brisée par des épisodes sanglants et violents. A la différence du bonapartisme préventif ou préfasciste (Giolitti [9], Brüning-Schleicher, Doumergue et autres), qui reflète l'équilibre extrêmement instable et éphémère entre les camps belligérants, le bonapartisme d'origine fasciste (Mussolini, Hitler, etc.), qui s'est nourri de la destruction, de la désillusion et de la démoralisation des deux camps des masses, se distingue par sa bien plus grande stabilité. (...)

Nous avons dit plus haut que le bonapartisme d'origine fasciste était infiniment plus stable que les expériences bonapartistes préventives auxquelles la grande bourgeoisie a recours dans l'espoir d'éviter le bain de sang du fascisme. Il est pourtant infiniment plus important de souligner - du point de vue théorique comme du point de vue pratique - que le fait même de la dégénérescence du fascisme en bonapartisme signifie le commencement de sa fin. Combien de temps durera le dépérissement du fascisme, à quel moment sa maladie se transformera-t-elle en agonie, tout cela dépend de nombreux facteurs externes et internes. Mais le dépérissement de l'activité contre-révolutionnaire de la petite bourgeoisie, sa déception et sa désagrégation, l'affaiblissement de sa pression sur le prolétariat ouvrent de nouvelles possibilités révolutionnaires. Toute l'Histoire démontre qu'il n'est pas possible de maintenir le prolétariat enchaîné par le seul moyen l'appareil policier. Il est vrai que l'expérience italienne témoigne que l'héritage psychologique d'une gigantesque catastrophe subie antérieurement se maintient dans les masses ouvrières beaucoup plus longtemps que le rapport des forces politiques qui avait engendré cette même catastrophe. Mais l'inertie psychologique créée par la défaite est une base fragile. Elle peut s'écrouler d'un coup sous l'effet d'un choc puissant.

Charlie Hebdo porte-parole du ministère néonazi des Affaires étrangère français.

Manifestations en Iran : Téhéran convoque le chargé d'affaires français pour «ingérence» - AFP/RT 29 septembre 2022

L'Iran a convoqué le chargé d'affaires français, dénonçant l'«ingérence» de la France dans ses affaires intérieures après la condamnation par Paris de la «répression violente» par Téhéran des manifestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini.

Dans un communiqué publié ce 29 septembre le ministère iranien des Affaires étrangères «rejette et condamne fermement l'ingérence du ministère français des Affaires étrangères et de certains responsables français dans les affaires intérieures de l'Iran en utilisant de fausses interprétations».

«En réponse à la participation de trois responsables français à des manifestations à Paris et à l'initiative ridicule du magazine Charlie Hebdo, le chargé d'affaires de l'ambassade de France à Téhéran a été convoqué au ministère des Affaires étrangères», écrit la diplomatie iranienne.

Charlie Hebdo a publié le 28 septembre un article intitulé «Iran : les femmes disent merde aux mollahs» dans un numéro dont la Une met en scène quatre femmes voilées criant «Connasse ! Pute ! Chiienne ! Salope !» à une femme courant courtement vêtue, avec comme sous-titre : «Téhéran à 10 minutes de Paris».

«La déclaration du ministère français des Affaires étrangères vise à innocenter les émeutiers qui n'avaient d'autre but que de détruire les biens publics et la vie et les biens des gens», ajoute le texte.

On ne négocie pas avec des tyrans.

Olivier Véran: "La réforme des retraites devra être présentée cet hiver et sera applicable dès l'été 2023" - BFMTV 30 septembre 2022

Olivier Véran: "Nous voulons, d'ici 2031, avoir reculé l'âge de départ à la retraite à 65 ans" - BFMTV 30 septembre 2022

Pourquoi affichent-ils une telle assurance ? La réponse.

Retraites : les syndicats soulagés mais méfiants avant la concertation - europe1.fr 29 septembre 2022

La nouvelle concertation sur les retraites annoncée jeudi par le gouvernement a été favorablement accueillie par les syndicats, unanimement opposés à un "*passage en force*" cet automne mais qui attendent désormais que l'exécutif fasse preuve de "*loyauté*". europe1.fr 29 septembre 2022

J-C - Observez bien comment ces vendus se partagent les rôles.

Loyauté envers leurs donneurs d'ordre, assurément. Cela nous fait penser à ceux qui exigent que les bureaucrates corrompus des syndicats respectent leur "*mandat*", autrement dit, qu'ils se comportent en véritables représentants des travailleurs comme si cela avait été un jour dans leur intention, à l'instar de Macron qui respecte à la lettre le mandat que lui a confié l'oligarchie, lui non plus il n'en a pas d'autres. C'est encore nous prendre pour des cons !

europe1 - Premier d'entre eux, "*la CFDT prend acte d'une inflexion qu'elle réclamait*" et fait savoir qu'elle "*s'engagera dans les discussions*", selon un communiqué. Mais l'organisation exige aussi "*loyauté et transparence*" sur "*les objectifs de la réforme*" et rappelle "*son refus d'un report de l'âge légal de départ à 65 ans*".

J-C - Aussi vite dit, aussi vite oublié, un "*refus*" ne constitue pas un engagement, il ne signifie pas s'opposer, se mobiliser et combattre...

europe1 - La CGT, elle, n'a pas encore décidé si elle participera à cette concertation sous l'égide du ministre du Travail, Olivier Dussopt. Mais "*nous voulons parler de nouvelles recettes pour financer une retraite à 60 ans et des améliorations du niveau des pensions*", dit sa négociatrice Catherine Perret. Même prudence chez son homologue de Force ouvrière, Michel Beugas, prêt à "*discuter emploi des séniors, pénibilité, carrières longues*", mais sans "*que le corollaire soit un recul de l'âge de départ*", et pas avant l'intersyndicale prévue lundi "*pour voir si nous pouvons avoir une position commune*".

J-C - Cela signifie que ces marchands de tapis sont prêts à accepter le report de l'âge de la retraite à 65 ans, dès lors que cette mesure serait assortie de concessions à la marge, la méthode habituelle.

europe1 - L'Unsa, qui accueillera cette réunion, s'est pour sa part dite "*prête à un débat loyal*" sur les retraites, saluant dans un communiqué l'abandon d'un "*passage en force*" cet automne, tout en prévenant qu'en cas de hausse de l'âge légal ou de la durée de cotisation, "*la confrontation serait inévitable*".

J-C - Avec de la vaseline, cela passera mieux, ils sont comme cela ces prostitués !

europe1 - La CFTC aussi "*ira aux négociations*", affirme sa vice-présidente Pascale Coton, qui "aimerait avoir plus de temps" pour aborder tous les sujets, dont le niveau de pension des femmes. Le gouvernement "*veut un texte avant Noël, mais c'est court*", ajoute-t-elle.

J-C - Le temps permet de mieux diviser, de trouver de nouveaux prétextes pour mieux justifier son ralliement au gouvernement, personne n'est dupe.

Infantilisation. A croire qu'ils se sont passés le mot.

Doudounes et cols roulés : le grand retour de l'infantilisation - LePoint.fr 30 septembre 2022

À trop vouloir donner dans l'exemplarité pour inciter à la sobriété énergétique, l'exécutif prend le risque de sombrer dans la communication paternaliste.

Flambée des prix de l'énergie : les patrons d'ETI broient du noir - LePoint.fr 30 septembre 2022

ETI : Entreprise de taille intermédiaire entre 250 et 4 999 salariés, avec un chiffre d'affaires compris entre 50 millions et 1,5 milliard d'euros.

Ce qui angoisse le plus les dirigeants de ces sociétés grandement pourvoyeuses d'emplois sur le territoire national, c'est, sans surprise, l'évolution de la dépense énergétique. La moitié d'entre eux anticipent une augmentation de leur facture de 100 % en 2023 par rapport à 2021. Autrement dit, un doublement. En effet, contrairement aux particuliers, les entreprises ne bénéficient pas du bouclier tarifaire gouvernemental sur les prix de l'électricité et du gaz.

Toujours selon ce coup de sonde, réalisé du 7 au 15 septembre, seulement 9 % des ETI concernées se disent en capacité de répercuter totalement cette majoration sur leurs prix de vente. « *Dans le cas où les hausses persisteraient, voire s'amplifieraient, 53,5 % des ETI risquent de devoir diminuer leur activité et 7 %, de devoir l'arrêter* », précisent les auteurs de l'enquête. « *L'année 2023 s'apparente aujourd'hui à un vrai mur énergétique* », commente Frédéric Coirier, coprésident du Meti et PDG du groupe Poujoulat, un fabricant de systèmes métalliques d'évacuation de fumée, basé à Niort, dans les Deux-Sèvres.

« *Plus de quatre ETI sur dix ont connu une dégradation de leur trésorerie sur un an, soit quinze points de plus qu'en juin dernier* », s'inquiètent les commanditaires de l'étude. Dans ces conditions, certaines d'entre elles se demandent comment elles vont pouvoir rembourser leur prêt garanti par l'État. Ces fameux PGE vus – à raison – comme des bouées de sauvetage pendant la crise du Covid et qui se transforment maintenant en boulets.

L'épée de Damoclès des prêts garantis par l'État

Depuis ce printemps, une majorité des 700 000 souscripteurs de ces prêts ont commencé à les rembourser, rappelait récemment *Les Échos*. Et ils ont désormais quatre ans pour y parvenir. Mais,

selon la Cour des comptes, qui a dressé un état des lieux fin juillet, les mensualités peuvent représenter jusqu'à 9 % du chiffre d'affaires lorsqu'elles se cumulent aux dettes Urssaf à rembourser.

Quelques notes de couleur dans ce noir tableau ? D'abord, près de 40 % des ETI n'ont pas utilisé leur PGE, rapporte l'étude. Ensuite, le projet de loi de finances pour l'année prochaine, récemment présenté par le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, prévoit une enveloppe de 3 milliards d'euros pour aider les sociétés qui en auront besoin (et qui répondront aux critères, non encore définis). « *En retour, nous voulons que les grandes entreprises industrielles poursuivent leur mouvement* » de relocalisation et d'implantation de sites dans le pays, a toutefois nuancé le ministre à l'attention des bénéficiaires.

Enfin, les investissements résistent. « *Les deux tiers des ETI ont au moins un projet de croissance organique, qu'elles financent avec leurs ressources propres pour 57 % d'entre elles* », poursuivent les auteurs de l'enquête. Et plus de 55 % ont au moins « *un projet de croissance externe* ». En clair, le projet de racheter une autre société. Les malheurs des uns font parfois le bonheur des autres.

Ils en portent l'entière responsabilité.

Inflation en Allemagne : le gouvernement plafonne le prix de l'énergie - AFP/lepoint.fr 29 septembre 2022

La flambée du prix de l'énergie et des denrées alimentaires touche l'Allemagne de plein fouet. En septembre, l'inflation atteint la barre des 10 %, la valeur la plus élevée enregistrée depuis décembre 1951, selon des chiffres provisoires publiés jeudi 29 septembre. L'indice des prix a gagné 2,1 points en glissement annuel par rapport à août, selon l'institut de statistiques Destatis et l'indice des prix harmonisé, qui sert de référence par la Banque centrale européenne, culmine à + 10,9 %.

Dans le détail, les prix en Allemagne restent tirés par l'explosion continue des prix de l'énergie, causée par la guerre en Ukraine. Ils ont progressé de 43,9 % sur un an en septembre. Les prix de l'alimentation continuent aussi de grimper, sous l'effet de la guerre et des sécheresses. Leur hausse atteint 18,7 % sur un an, selon Destatis. À cela s'ajoutent les effets sur les prix des interruptions continues des chaînes d'approvisionnement en raison de la pandémie de Covid-19.

« *Les prix doivent baisser [et] le gouvernement allemand va tout faire pour les faire baisser* » aussi bien pour les ménages que pour les entreprises, a annoncé le chancelier allemand Olaf Scholz, dans la foulée. Ainsi, des négociations gouvernementales concernant la mise en place d'un nouveau plan de soutien au pouvoir d'achat ont abouti au déblocage de 200 milliards d'euros pour plafonner les prix de l'énergie et soulager les consommateurs face à l'inflation qui ne cesse d'augmenter depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le gouvernement devait détailler dans la foulée les détails de ce nouveau dispositif qui s'ajoute à de précédentes mesures de soutien totalisant déjà environ 100 milliards d'euros.

L'Allemagne paie au prix fort sa dépendance au gaz russe, qui représentait 55 % de ses importations gazières avant la guerre en Ukraine. La première économie européenne doit désormais trouver d'autres sources d'approvisionnement sur le marché comptant, où les prix ont explosé.

« *Cette guerre de l'énergie a pour but de détruire une grande partie de ce que les gens ont personnellement construit pendant des décennies, de ce qui a été construit pendant des décennies*

dans la classe moyenne, l'artisanat et l'industrie », a déclaré le ministre des Finances, Christian Lindner.

J-C - Au passage, le ministre allemand des Finances lâche l'un des objectifs de cette nouvelle imposture qui cible "*la classe moyenne, l'artisanat et l'industrie*" notamment...

Changement climatique : « une manipulation des élites mondialistes ».

L'ancien PDG de Greenpeace avoue que le changement climatique sert à effrayer les gens et les contrôler. - climateamblog.wordpress.com 29 septembre 2022

Patrick Albert Moore, ex-président de Greenpeace : « *Quand le changement climatique est apparu pour la première fois comme un problème, j'ai réalisé que nous étions dupés et qu'il s'agissait d'argent... cet argent est fait pour créer des récits qui effraieront les gens...* » lemediaen442.fr 26 septembre 2022

Moi qui ai consacré une partie de ma vie au « *Changement climatique* », j'ai fini par comprendre que cette thématique était également une manipulation des élites mondialistes pour parvenir à leur Agenda de dictature mondiale transhumaniste. (Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problème écologique, mais ce n'est en fait pas le sujet puisque leur intention n'est pas d'y remédier).

Je ne suis donc pas surpris que les mêmes qui veulent :

- soigner l'ensemble de la population à coup d'injection,
- combattre toutes les « *dictatures* » du monde en renversant les régimes,
- éteindre la désinformation en censurant tous les discours alternatifs,
- sauver la démocratie en achetant les médias et les élections ;

veulent également sauver la planète en imposant des restrictions climatiques.

La prochaine étape sera peut-être de sauver l'univers en envoyant des bombes atomiques sur les autres méchantes planètes. On me dit dans l'oreillette que la NASA enverrait déjà des missiles sur des méchants astéroïdes qui viendraient nous détruire !

Ne vous faites plus avoir, tous ceux qui veulent systématiquement vous sauver des virus, des vies russes, du climat, de la faim, du voile, du fascisme, de la dictature, etc. ne font que vous mentir, vous spolier, vous effrayer, et vous tromper en vous faisant croire à un ennemi extérieur qu'il faudrait combattre.

Alors que le seul ennemi, c'est eux ! climateamblog.wordpress.com 29 septembre 2022

Vidéo. Patrick Moore, ancien président de Greenpeace dénonce les plans des élites

<https://crowdbunker.com/v/kzrLqAxQrW>

Un internaute a précisé qu'il avait démissionné de Greenpeace en 1986.

Totalitarisme assumé.

ONU – Le Premier ministre de Nouvelle-Zélande demande aux dirigeants du monde d'abolir la liberté d'expression : « C'est une arme de guerre ! » 29 septembre 2022

Le terrible discours de Jacinda Ardern, Premier ministre de Nouvelle-Zélande, fait froid dans le dos. En s'adressant à l'Assemblée générale des Nations unies le 23 septembre 2022 (voir vidéo ci-dessous), elle a appelé à la censure des opinions dissidentes à l'échelle mondiale pour lutter contre la "désinformation".

L'argument principal de la ministre est que les gouvernements ne peuvent pas progresser sur des questions majeures telles que le changement climatique, à moins que le public ne soit empêché d'entendre des points de vue opposés. Pour Jacinda Ardern la liberté d'expression devient une arme de guerre : « *Même les approches les plus légères de la désinformation pourraient être mal interprétées... nous avons ici l'occasion de nous assurer que ces armes de guerre particulières ne deviennent pas une partie intégrante de la guerre...* »

Pour elle, la pandémie de covid-19 et ses restrictions ont permis d' « éduquer » l'humanité sur l'importance de « *l'action collective* », car cela a forcé les gens « *à reconnaître à quel point nous sommes interconnectés, et donc à quel point nous dépendons les uns des autres* ». C'est donc par la force, l'intimidation, les restrictions qu'il faut éduquer les populations du monde, mais cela doit passer par l'abolition de la liberté d'expression sur internet. « *Après tout, comment réussissez-vous à mettre fin à une guerre si les gens sont amenés à croire que la raison de son existence est non seulement légale mais noble ?* », a-t-elle demandé, faisant référence à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. « *Comment s'attaquer au changement climatique, si les gens ne croient pas qu'il existe ?* » Il n'y aurait donc qu'une seule vérité et toute contradiction seraient extrémiste, dangereuse...

La vidéo de la Premier ministre de Nouvelle-Zélande à l'ONU.

<https://odysee.com/@Q...uestions:6/Jacinda-Ardern---La-libert%C3%A9-d'expression-est-une-arme-de-guerre:d?src=embed>

Des miliciennes se livrent à des enquêtes dignes de la police des mœurs. Nuire, leur raison d'être.

Un collectif féministe et d'anciennes compagnes de Julien Bayou accusés d'avoir cherché à « le faire tomber » - lejdd.fr 30 septembre 2022

Dès 2019, Julien Bayou se savait surveillé par un groupe de femmes, décidé à enquêter sur le comportement de ce « *coureur de jupons* », comme le dévoile vendredi *Libération*. Elles disaient investiguer pour « *protéger* » sa compagne de l'époque, celle qui rejoindra plus tard le cercle d'enquêtrices. **(Draguer est désormais hors la loi ! Allumez les mecs à moitié à poil, c'est légitime. Cherchez l'erreur. – J-C)**

« *On enquête pour savoir si c'est un mec bien pour elle* », dira l'une de ces jeunes femmes à une proche de l'élu lors d'une soirée. Au fil des années, elles vont alors contacter ses ex pour obtenir davantage d'informations. « *J'ai été approchée par Eugénie (prénom modifié par Libération), que je connaissais bien, je suis rentrée dans son jeu en me confiant (...) J'ai compris que son intention était de faire tomber Bayou. C'est là que je l'ai prévenue qu'on allait un peu trop dans sa vie intime* », confie l'une d'elles à Libération.

En avril 2019, Julien Bayou envoie un mail à ladite « Eugénie », désormais membre de la cellule violences sexuelles et sexistes (VSS) d'Europe Écologie-Les Verts. « *Cette affaire ne peut pas durer éternellement. Une fois que plusieurs de mes ex t'ont expliqué que non, je n'étais ni harceleur, ni agresseur, je ne perçois pas ton objectif ou la suite de cette démarche* », lui écrit-il.

Les tensions se sont apaisées un temps, mais réapparaissent après la rupture définitive entre le leader d'EELV et sa compagne, en novembre 2021. Victoria (prénom modifié) contacte à son tour d'anciennes proches de l'homme politique, en leur racontant être son ex et vouloir recueillir d'autres témoignages de femmes « manipulées » et « prédatées ». À cette période, une demande particulière aurait été adressée à son ancienne compagne : mettre « hors d'état de nuire » Julien Bayou. lejdd.fr 30 septembre 2022

J C - On n'a aucun lien avec ce pauvre type victime de sa propre idéologie nauséabonde en somme. Ce qui nous intéresse ici, comme avec tous ceux qui nous gouvernent, c'est de montrer à quel point ils ou elles sont animées d'intentions pourries et inavouables évidemment qui tranchent avec leur discours politiques aux relents humanistes frelatés. Ce sont de véritables ordures.

Une personne normalement constituée ou mentalement équilibrée a du mal à concevoir que des élus puissent nuire délibérément à leurs intérêts ou que ce soit leur raison d'être avec celui de s'enrichir, et pourtant c'est le cas, c'est plus que très répandu, c'est la norme habituellement.

Dossier votre santé est en danger.

"Ceux qui croient encore que cette crise est sanitaire, il va falloir se réveiller" Philippe de Chazournes, médecin - francesoir.fr 27 septembre 2022

<https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/philippe-de-chazournes-medecin>

"Il n'y a eu aucun signalement de patients": Stéphane Gayet, radié par l'Ordre des médecins, nous répond" - francesoir.fr 27 septembre 2022

<https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/radie-par-l-ordre-des-medecins-dr-stephane-gayet-repond>

Hôpital: 4 300 lits supprimés en 2021 - francesoir.fr 28 septembre 2022

Au 31 décembre, les 2 984 hôpitaux publics et privés disposaient très exactement de 382 587 lits d'hospitalisation complète, soit 4 316 de moins en un an.

Un chiffre provisoire en léger repli par rapport à 2020 (-4 900) mais encore supérieur aux baisses constatées avant la crise du Covid-19.

Au total, plus de 21 000 lits ont été supprimés sur la période fin 2016 - fin 2021 correspondant en majeure partie au premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Soit deux fois plus que sous son prédécesseur François Hollande (-10 000) mais nettement moins que durant le mandat de Nicolas Sarkozy (-37 000). AFP/francesoir.fr 28 septembre 2022

Comment, ils ne sont pas encore morts ?

Suppression de 14 000 places d'hébergement d'urgence : « Une décision incompréhensible » - Publicsenat.fr 30 septembre 2022

La décision de supprimer 14 000 de ces places intervient dans un contexte sensible puisque depuis la crise covid, la pauvreté et le nombre de personnes à la rue ont sensiblement augmenté.

Le projet de loi de finances présenté le 26 septembre signe officiellement la fermeture de 7 000 places en hébergement d'urgence ouvertes pendant la crise sanitaire, qui s'ajoute aux 7000 autres déjà fermées en cours d'année. En 2023, le nombre total de places dans ce type d'hébergement devrait ainsi retomber à 183 000. Alors que pour le seul département du Rhône, 9 400 personnes attendent déjà une place en hébergement, cette disposition n'a, pour le moment, pas été suivie par l'annonce d'une compensation.

« On voit bien que quel que soit le nombre de places qu'on peut ouvrir dans la limite du budget, même quand il a été ouvert 200 000 places, ça ne suffit pas à répondre à la demande. On a besoin de ces places d'urgence, mais il faut continuer à travailler sur la réinsertion sociale, mettre en place un véritable service public de la rue au logement. »

Après la publication du rapport de la fondation Abbé Pierre sur le mal-logement en France, Emmanuelle Wargon avait annoncé en février 2021 l'objectif de 250 000 nouveaux logements sociaux pour les deux années à venir. Une nécessité, puisque, comme le rappelle la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann (groupe communiste), la France compte près de deux millions de demandeurs de HLM.

« Ainsi, pour la seule ville de Bordeaux, 40 000 personnes sont en attente d'un logement social. »
Publicsenat.fr 30 septembre 2022

Dossier OTAN contre Russie et ses alliés.

Ukraine : veto de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU - AFP/LePoint.fr 1 octobre 2022

La Russie a utilisé son veto vendredi pour empêcher l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité condamnant les annexions de quatre régions ukrainiennes, tandis que la Chine et trois autres Etats membres se sont abstenus. Le texte préparé par les Etats-Unis et l'Albanie a recueilli 10 voix en faveur et quatre pays se sont abstenus (Chine, Inde, Brésil et Gabon).

Adhésion à la Russie : 93% pour le « oui » dans la région de Zaporijia, 87% dans celle de Kherson - reseauinternational.net 28 septembre 2022

Dans les régions de Zaporijia et de Kherson, 93,11% et 87,05% des participants au référendum sur l'adhésion à la Russie ont voté en sa faveur, ont annoncé les autorités locales.

Le rattachement de la région de Zaporijia à la Fédération de Russie a été soutenu par 93,11% des participants au référendum organisé dans la partie de la région contrôlée par l'armée russe, selon les résultats après décompte des 100% des voix.

Les autorités chargées de l'organisation du scrutin n'ont constaté aucune grave violation lors de son déroulement.

Sur les territoires contrôlés par les forces russes dans la région de Kherson, le « oui » l'a emporté avec un peu plus de 87%.

Républiques du Donbass : 98,42% pour le rattachement à la Russie en RPL, 99,23% en RPD

Dans la République populaire de Lougansk, 98,42% des électeurs ont voté pour leur rattachement à la Russie, alors que dans la République de Donetsk, ce chiffre a atteint 99,23% ont fait savoir les autorités locales.

Des participants au référendum sur le rattachement de la République populaire de Lougansk à la Russie ont voté en sa faveur : 98,42% des électeurs ont dit « oui », d'après les résultats suite au décompte de 100% des voix.

Le chef de la République populaire de Lougansk Leonid Passetchnik a déclaré que le 28 septembre il allait préparer un document à l'intention du Président russe Vladimir Poutine lui demandant d'envisager que ce territoire intègre la Russie en tant que sujet de la Fédération.

Plus tard, la République voisine de Donetsk a annoncé que 99,23% de ses électeurs avaient soutenu l'adhésion à la Russie.

source : Sputnik News

Les résultats après dépouillement de tous les bulletins sont les suivants : donbass-insider.com 28 septembre 2022

RPD : Taux de participation 97,51%, et 99,23% ont voté pour l'intégration de la République à la fédération de Russie.

RPL : Taux de participation 92,6%, et 98,42% ont voté pour l'intégration de la République à la fédération de Russie.

Région de Kherson : Taux de participation 76,86%, et 87,05% ont voté pour l'intégration de la région à la fédération de Russie.

Région de Zaporijjia : Taux de participation 85,4%, et 93,11% ont voté pour l'intégration de la région à la fédération de Russie.

« Russophobe », « colonialiste », « raciste » : la nouvelle charge de Vladimir Poutine contre l'Occident - lejdd.fr 30 septembre 2022

Vendredi en début d'après-midi, l'annexion des quatre régions ukrainiennes de Lougansk, Donetsk, Kherson et Zaporijjia a été officialisée lors d'une cérémonie au Kremlin. Vladimir Poutine a pris la parole pour accabler l'Occident et son comportement marqué « *d'un satanisme explicite* ».

Avant de signer les documents actant le rattachement de quatre régions ukrainiennes à la Russie, Vladimir Poutine s'est exprimé devant les membres de son gouvernement et de l'élite russe, vendredi. Filmée par la télévision d'Etat, l'allocution a été une nouvelle occasion pour le président russe de s'en prendre à l'action et l'influence des puissances occidentales. « *L'Occident a piétiné le principe d'inviolabilité des frontières, et maintenant décide quels peuples ont le droit à disposer d'eux-mêmes. Voilà pourquoi ils sont révoltés par le choix libre des peuples* », a-t-il commencé par décrier en référence à la contestation internationale des référendums d'annexion.

« *En imposant leurs sanctions, les Occidentaux pensaient qu'ils pourraient ordonner le monde comme cela les arrange. Leur volonté n'est pas celle de tous (...) L'Occident pense faire une blitzkrieg contre la Russie, il pense qu'encore une fois ils pourront commander le monde, mais nous voyons que cette perspective ne séduit pas tout le monde* », a affirmé Vladimir Poutine faisant allusion à la victoire massive du « oui » à l'issue des « référendums » organisés en urgence dans les régions occupées, qui ont été dénoncés comme des « simulacres » par Kiev et ses alliés. Pour l'ancien agent du KGB, l'Occident veut imposer « son monde unipolaire », mais aussi préserver son système « néocolonial » et « hypocrite », afin de « parasiter et piller le monde entier ».

« *L'Occident n'a aucun droit de parler de démocratie* », dit Poutine

Soumis aux sanctions internationales et régulièrement fustigé, Vladimir Poutine a également estimé que l'Occident n'a « *aucun droit de parler de démocratie et des droits des peuples* ». Dans ces territoires protestataires, « *au lieu de la démocratie en Occident, il y a la pression et l'exploitation* », « *au lieu de la liberté, il y a l'esclavagisme* », a assuré le dirigeant.

« *Racistes* », les élites occidentales ont été accusées de « *diviser les peuples* » et de « *répandre la russophobie dans le monde* ». Quant aux opposants à « *l'hégémonie occidentale* », qui porte « *les traits d'un satanisme explicite* », ils sont automatiquement considérés « *comme ennemis* », a-t-il jugé. Un discours qui n'aidera pas à apaiser les tensions.

J-C – Poutine peut tenir ce discours, parce qu'il sait que la plupart des peuples partout dans le monde hormis en Europe, partagent son constat sur les puissances occidentales et particulièrement les Etats-Unis honnis sur tous les continents.

Les guerres et les coups tordus s'enchaînent, donc pas besoin d'avoir de la mémoire pour savoir à quoi s'en tenir, les peuples ont encore en tête le dernier épisode et cela leur suffit...

Guerre en Ukraine: Vladimir Poutine appelle Kiev à "*cesser immédiatement les hostilités*" - BFMTV 30 septembre 2022

Le président russe a appelé ce vendredi Kiev à "*cesser immédiatement les hostilités*" dans le cadre du conflit opposant la Russie à l'Ukraine, lors d'un discours donné au Kremlin ce vendredi lors duquel Vladimir Poutine a acté l'annexion de quatre régions ukrainiennes à la Russie.

"Nous appelons le régime de Kiev à cesser immédiatement les tirs, toutes les hostilités et à revenir à la table des négociations", a-t-il déclaré, alors que le conflit a débuté il y a plus de six mois.

Le président russe a prévenu Kiev ce vendredi que Moscou se montrait prête à défendre les territoires ukrainiens nouvellement annexés à la Russie, malgré la remise en cause de la validité des scrutins par les pays occidentaux.

"Nous allons défendre nos terres par tous les moyens", a-t-il assuré, sans donner de précision, lors d'un discours aux accents victorieux délivré au Kremlin, lors duquel l'annexion de quatre régions ukrainiennes à la Russie a été entérinée.

Vladimir Poutine s'est par ailleurs engagé à "*tout faire pour assurer la sécurité des peuples*" rattachés à la Russie face à "*l'ennemi*" occidental. Le porte-parole de la Russie Dmitri Peskov avait déjà mis en garde l'Ukraine ce vendredi en cas d'attaque visant les territoires ukrainiens nouvellement annexés, assurant qu'elle serait considérée comme un "*acte d'agression à l'égard de la Russie*".

Il a été largement applaudi par des dirigeants politiques et religieux russes sous les dorures de la salle Saint-Georges du Kremlin, à Moscou.

Vladimir Poutine a appelé par la même l'Ukraine à respecter le "*choix sans équivoque*" fait, selon ses dires, par les populations de quatre régions ukrainiennes à être annexées à la Russie.

"Kiev doit respecter le choix de ce peuple, c'est le seul chemin vers la paix", a-t-il estimé, après des "*référendums*" d'annexion dans les régions du Donetsk, de Lougansk, de Zaporijia et de Kherson.

"Nous allons former quatre nouvelles régions russes, puisque c'est la volonté de millions de personnes", a-t-il assuré. BFMTV 30 septembre 2022

Vladimir Poutine accuse l'Occident de vouloir attaquer les "*valeurs*" russes - BFMTV 30 septembre 2022

"L'Occident divise les peuples et n'agit que dans son intérêt, il pense pouvoir commander le monde", a-t-il notamment vitupéré, face à une assemblée de dirigeants politiques et religieux russes.

Le chef de l'État russe a notamment accusé l'Occident de vouloir faire de la Russie une simple "*colonie*" à son service et de vouloir "*piller le monde entier*".

"Ils ne veulent pas nous voir libres", a-t-il condamné.

Assurant que l'Occident veut mener la danse en Europe et prendre le pouvoir économiquement, il a déploré que "*la prospérité de (la) société (russe) soit une menace pour (ces pays)*". "*Ce dont ils ont toujours rêvé, c'est de briser notre État*", a-t-il assuré.

"Nous combattons pour une Russie libre, pour nos futures générations", a-t-il assuré.

Dénonçant, une nouvelle fois, une "russophobie" qui se serait "répandue dans le monde" à cause de l'Occident, il a appelé à défendre les "valeurs orthodoxes" et à "tourner la page de l'hégémonie occidentale".

L'absence de "normes morales de la famille" en Occident

Vladimir Poutine a, en contrepoint, largement dénigré une "dictature du dollar et de la néotechnologie" et ce qu'il a qualifié être des "valeurs occidentales", passant en revue un large éventail de questions de société.

"Ils refusent les normes morales de la famille", a-t-il déploré, pointant notamment du doigt la reconnaissance des couples de même sexe ou l'étude des théories du genre.

"Est-ce que nous voulons ça pour nous et pour nos enfants? Pour nous, c'est inacceptable", s'est-il inquiété.

"La Russie sera toujours la Russie. Nous continuerons à défendre nos valeurs", a-t-il clamé.
BFMTV 30 septembre 2022

Le Sénat adopte une rallonge au budget américain, avec 12 milliards pour l'Ukraine - BFMTV 30 septembre 2022

La Finlande ferme ses frontières aux Russes disposant d'un visa de tourisme - BFMTV 30 septembre 2022

Le gouvernement US ordonne à ses ressortissants de quitter immédiatement la Russie
Réseau Voltaire 28 septembre 2022

L'ambassade des États-Unis à Moscou a envoyé un message à chaque citoyen US présent en Russie lui demandant de quitter immédiatement le pays.

L'ambassade indique que la Russie pourrait mobiliser les double-nationaux.

L'ambassade précise que les vols de départ étant tous complets, les citoyens US sont invités à fuir en voiture sans attendre. Ils doivent pour cela réserver leur passage à la frontière.

En général, ce type de message précède une intervention militaire.

Les services secrets US viennent de détruire les gazoducs russo-allemands Nord Stream et Nord Stream 2 en mer Baltique ce qui constitue un acte de guerre.

Par ailleurs, plusieurs de nos correspondants nous signalent des mouvements de troupes importants de l'Otan en Pologne et en Estonie. Réseau Voltaire 28 septembre 2022

Nord Stream : la Russie ouvre une enquête pour "acte de terrorisme international" - BFMTV 28 septembre 2022

Le Conseil de sécurité de l'ONU va se réunir vendredi à la demande de la Russie sur ce sabotage, ont annoncé mercredi la Suède et la France. Objet de tous les soupçons après ces événements, Moscou avait contre-attaqué en réclamant mercredi cette réunion du Conseil de sécurité de l'ONU et en pointant les États-Unis.

Commentaire d'abonnés du Point.

- Biden

Le 7 février dernier, Biden déclarait qu'en cas d'invasion de l'Ukraine il détruirait NordStream 2. La vidéo est visible sur YouTube.
Dans n'importe quelle enquête policière classique il serait déjà derrière les barreaux.

- Affligeant

Ce qui est affligeant c'est de constater que finalement l'humanité n'évolue pas, les plus bas instincts qui ont conduit à des crimes épouvantables sont toujours présents. Aujourd'hui ce n'est pas le huguenot ou le juif qui est coupable de tout, mais le russe. Des gazoducs ont été sabotés portant gravement atteinte aux intérêts russes, mais on accuse les russes d'avoir saboté leurs propres gazoducs. Hier le juif, aujourd'hui le russe.

- Le gaz part à l'eau

Quelques mois avant l'invasion russe, Biden avait prévenu qu'il empêcherait la mise en service de Nord Stream 2 par tous les moyens.

Nord Stream 2 n'a jamais été mis en service, par contre Nord Stream 1 est partiellement à l'arrêt pour différentes raisons matérielles ou humaines.

Les russes voudraient faire sauter des gazoducs pour appauvrir l'Europe ils auraient le choix : Brotherhood, Yamal, Northern Lights, Soyouz et le nouveau entre la Norvège et la Pologne.

Qui a intérêt à vendre du gaz qui revient plus cher à produire que le russe ou celui des Émirats.

- D'après LCI les deux gazoducs nord stream 1 et 2 sont définitivement hors d'usage à cause des dégâts irréversibles occasionnés aux pipelines par l'eau de mer. Si l'Allemagne souhaitait les réutiliser, ils n'en ont maintenant plus la possibilité à moins de les reconstruire. Les américains sont donc assurés de vendre leur gaz de schiste à l'Europe pour longtemps. Les premiers éléments laissent penser qu'une telle attaque ne peut avoir été lancée que par un Etat compte tenu des moyens complexes qu'elle implique. Il faudra donc se poser la question de savoir à qui profite le crime.

Déclaration de guerre à l'Allemagne et à la Russie

Les gazoducs Nord Stream et Nord Stream 2 ont été sabotés par des plongeurs au moyen de lourds explosifs acheminés par drones sous-marins, provoquant une hausse du prix du gaz de 12,8 % en

Europe. Cette opération s'est tenue en eaux internationales au large du Danemark et de la Suède. Le gouvernement ukrainien a accusé la Russie d'avoir elle-même saboté ses propres gazoducs.

Le président Biden a choisi comme conseiller senior pour la Sécurité énergétique le Straussien Israélo-états-unien Amos Hochstein. Cet ancien envoyé spécial du président Obama pour les Affaires internationales énergétiques fut administrateur de Naftogaz, la principale société gazière ukrainienne. Il joua un rôle central dans le tracé des gazoducs en Méditerranée et préside aujourd'hui les négociations israélo-libanaises sur les champs d'hydrocarbures off shore. En Ukraine, il joua un rôle central dans la protection d'Hunter Biden, administrateur de Burisma.

Le 7 décembre 2021, le conseiller national de sécurité, le Straussien Jacob Sullivan déclare : « *Si Vladimir Poutine veut que le futur Nord Stream 2 transporte du gaz, il ne prendra peut-être pas le risque d'envahir l'Ukraine* ».

Selon le journal suédois Nya Dagbladet, la Rand Corporation aurait rédigé en janvier un rapport intitulé Affaiblir l'Allemagne, renforcer les États-Unis. Ce document préconise d'impliquer l'Allemagne et la Russie dans une guerre en Ukraine afin que Berlin ne puisse plus utiliser de gaz russe.

Il a été démenti par la Rand, cependant celle-ci avait rédigé deux rapports publics préconisant d'organiser une guerre en Ukraine afin de contraindre la Russie à se sur-déployer et donc à s'affaiblir. La Rand avait présenté ces rapports aux parlementaires US lors d'une réunion organisée à la Chambre des représentants US, le 5 septembre 2019.

Durant son point de presse du 7 février, lors de la réception du chancelier Scholz à la Maison-Blanche, le président Biden avait déclaré : « *Si la Russie envahit [l'Ukraine], cela signifie que des chars et des troupes traversent à nouveau la frontière de l'Ukraine, alors il y aura — il n'y aura plus de Nord Stream 2* ». Il avait précisé qu'il n'irait pas aussi loin si les États-Unis et l'Allemagne restaient unis.

L'Allemagne avait choisi de ne satisfaire que partiellement son allié états-unien. Elle avait autorisé la continuation du trafic de Nord Stream et bloqué la mise en service de Nord Stream 2, le 22 février.

Depuis lors, les Navy Seals se préparaient à intervenir dans les domaines maritimes danois et norvégien.

L'ancien ministre de la Défense et des Affaires étrangères, puis président de la Chambre basse, le très atlantiste Radosław Sikorski, a remercié les États-Unis pour le sabotage des gazoducs Nord Stream et Nord Stream 2. Voltaire N°8 - 30 septembre 2022

L'Ukraine bombarde un convoi de voitures se rendant dans la partie libérée de Zaporijia, 23 civils morts - lemediaen442.fr 30 septembre 2022

Les Forces armées ukrainiennes ont bombardé une colonne de véhicules civils se tenant à la sortie de la partie libérée de la région de Zaporijia. Il y a 23 personnes tuées et 34 autres blessées. « *Pour le moment, 23 morts et 34 civils cosaques blessés sont connus* », a écrit le président du mouvement Nous sommes avec la Russie, Vladimir Rogov, sur sa chaîne Telegram.

« *Des militants ukrainiens ont commis un autre acte terroriste. Voyant comment la population se rendait en masse dans la partie libérée de la région de Zaporijia, ils ont frappé un convoi avec des dizaines de voitures de civils qui faisaient la queue dans la zone du marché sur l'autoroute Orekhovskaya pour quitter la partie de la région sous leur contrôle. Selon nos informations, il y a des victimes et de nombreux blessés* », a-t-il déclaré à RadioSpoutnik via RIA Novosti.

L'armée de Zelensky veut empêcher les populations de quitter l'Ukraine afin de rejoindre la partie libérée depuis les référendums qui se sont terminés mardi 27 septembre et ont montré un soutien écrasant à l'adhésion à la Russie. C'est le jour de l'indépendance que Kiev a décidé de frapper fort ! Selon Vladimir Rogov, « *Les nazis se vengent des gens qui ont organisé il y a quelques jours un rassemblement de masse expliquant qu'il est autorisé de partir pour le territoire libéré* ».

La veille, c'est à Kharkov que plus de trente personnes avaient été tuées par les troupes ukrainiennes à la suite du bombardement d'un convoi de cinq voitures transportant des réfugiés. Il y avait des enfants parmi les victimes. Sept autres personnes ont été blessées et transportées à l'hôpital. Il n'y a pas un jour où les actes terroristes ukrainiens ne frappent les russophones.

Pendant ce temps-là, Le Figaro, LCI... accusent la Russie de bombarder sa propre population avec des armes européennes livrées à l'Ukraine. lemediaen442.fr 30 septembre 2022

L'Ukraine et l'expérience gréco-chypriote

La longue habitude des puissances impériales de se porter « *garantes* » de ce qu'elles vont détruire par Hassan Hamadé - Réseau Voltaire 30 septembre 2022

Londres, Washington et Moscou s'étaient portés garants de l'avenir de l'Ukraine lors du Mémorandum de Budapest (1994). Berlin, Paris et Moscou s'étaient portés garants de la paix civile en Ukraine lors des accords de Minsk (2015).

Aujourd'hui Kiev accuse la Russie de trahison, ce que les faits infirment. Au contraire, ce sont le Royaume-Uni et les États-Unis qui, renouant avec une vieille habitude impériale, ont organisé la guerre actuelle afin de précipiter non seulement la Russie, mais aussi l'Allemagne, dans un conflit destructeur.

Hassan Hamade revient sur les garanties offertes par puissances impériales prétendument dans l'intérêt du Liban, de l'Iraq et de Chypre, en réalité pour les détruire.

Pour lire l'article en entier :

<https://www.voltairenet.org/article218145.html>

Merci qui ? Davos en a rêvé, Poutine et Xi en passent de le réaliser !

La Russie envisage d'utiliser le rouble numérique pour réduire l'hégémonie financière des États-Unis - BFMTV 29 septembre 2022

Les Russes sont clairement en train de mettre les bouchées doubles sur le rouble numérique. Alors que la monnaie digitale est actuellement en phase pilote, la Russie espère une mise en place en début d'année prochaine selon Reuters.

Quelle serait l'utilité de ce rouble numérique? Il pourrait notamment être utilisé pour des paiements, notamment vers la Chine qui est devenue le principal partenaire commercial de la Russie. Ce qui permettrait de contourner le système Swift par exemple duquel les banques russes ont été exclues. Et puis, cela permet d'aller plus vite, de réaliser plus d'opérations. Il y a l'espoir d'être un premier de cordée pour changer les règles actuelles.

"Si nous le lançons, d'autres pays commenceront à l'utiliser activement, et le contrôle américain sur le système financier mondial prendra effectivement fin", a déclaré M. Aksakov. BFMTV 29 septembre 2022

La Chine étend le test de sa monnaie numérique à quatre autres régions - FranceSoir 29 septembre 2022

La Banque populaire de Chine prévoit d'étendre l'essai de sa monnaie numérique e-CNY au Jiangsu, au Hebei et au Sichuan ainsi qu'au Guangdong.

Après deux ans de tests, quatre autres grandes provinces, dont le Guangdong, la plus peuplée, vont expérimenter le yuan numérique, a rapporté mardi 20 septembre le journal South China Morning Post (SCMP). Le Yuan numérique, appelé aussi e-CNY, est essentiellement une version numérisée de la monnaie officielle chinoise, le Renminbi (RMB). Il s'agit d'une monnaie numérique faisant office de mode de paiement électronique. Elle est émise par la Banque centrale de Chine et sert principalement à effectuer de petits achats.

Enquête sur « la plus puissante opération de désinformation dirigée sur les réseaux sociaux par l'Occident »

<https://reseauinternational.net/enquete-sur-la-plus-puissante-operation-de-desinformation-dirigee-sur-les-reseaux-sociaux-par-loccident/>